

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de la réglementation et de l'environnement

LE PREFET DE SAONE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DLPE/BENJ - 2015 - 209 - 2

Société TEFAL SA
Avenue de la résistance
BP 52
71700 TOURNUS

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18/02/2010 : autorisation d'exploiter une unité de fabrication de poêles et casseroles,

VU l'article 4.3.9 relatif au rejets d'eaux industrielles dans le ruisseau des sept fontaines devant respecter les valeurs limites en concentrations et flux données au point de contrôle EU1 ;

VU l'article 5.1.3 relatif à la conception et à l'exploitation des installations d'entreposage interne répondant aux critères de stockage des fûts vides sur une zone identifiée ainsi que pour le positionnement des fûts contenant des produits sur rétentions,

VU les articles 6.2.1 et 6.2.2 relatif à la prévention des niveaux sonores et des vibrations, et particulièrement aux valeurs d'urgence ainsi qu'aux niveaux de bruit dépassant les prescriptions,

VU l'article 7.4.2 relatif à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses, concernant les produits dangereux stockés devant être clairement identifiés,

VU l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression, avec une liste permettant un suivi des interventions et contrôles à effectuer pour chaque type de matériel,

VU l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (dispositions relatives à la protection contre la foudre), l'analyse du risque foudre et son étude technique globale doivent permettre d'envisager des mesures et dispositifs à mettre en œuvre.

VU l'article 4.2 l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 entrepôts de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement traitant de la détection incendie,

VU l'article 4.3 l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1432 traitant du stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables,

VU l'article R 512-33 du Code de l'environnement qui dispose « Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

VU les constatations effectuées par l'inspecteur de l'environnement lors de la visite en date du 29 mai 2015;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 juin 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les rejets d'eaux industrielles à destination du ruisseau des sept fontaines dépassent les prescriptions de l'arrêté d'exploitation sur le paramètre nitrites en concentration,

CONSIDERANT que les conditions de stockage de fûts sur aire de stockage ne sont pas respectées,

CONSIDERANT que des contrôles opérés sur les niveaux de bruit et sur les valeurs d'urgence ne sont pas satisfaisants,

CONSIDERANT que l'étiquetage des fûts de substances dangereuses et de préparations ne sont pas tenu à jour,

CONSIDERANT qu'il n'existe pas de liste des équipements sous pression,

CONSIDERANT que la protection du risque foudre au sein de l'exploitation n'est pas assurée,

CONSIDERANT que les entrepôts couverts ne sont pas équipés de détection incendie,

CONSIDERANT que le stockage de liquides inflammables en réservoir manufacturés n'est pas équipé d'une détection automatique incendie,

CONSIDERANT que les évolutions au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à engendrer des atteintes à la sécurité et à l'environnement ;

CONSIDERANT l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TEFAL SA de respecter les prescriptions de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 :

La société TEFAL SA est mise en demeure, pour son établissement situé Avenue de la résistance sur la commune de TOURNUS, de respecter les articles 4.3.9, 5.1.3, 6.2.1, 6.2.2 et 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 avec les délais suivants :

- 4.3.9 à respecter avant 1 an,
- 5.1.3 à respecter avant 1 semaine,
- 6.2.1 et 6.2.2 avant 1 an,
- 7.4.2 à respecter avant 1 mois

ARTICLE 2 :

La société TEFAL SA est tenue de respecter avant 1 mois l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif au suivi des équipements sous pression.

ARTICLE 3 :

La société TEFAL SA est tenue de respecter avant 1 an l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la protection du risque foudre.

ARTICLE 4 :

La société TEFAL SA est tenue de respecter avant 6 mois l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif à la détection automatique incendie dans un local de stockage matières.

ARTICLE 5 :

La société TEFAL SA est tenue de respecter avant 6 mois l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif à la détection incendie dans un local de stockage des liquides inflammables.

ARTICLE 6 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 5 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus par l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté sera notifié à la société TEFAL SAS

Une copie en sera adressée à :

- Madame la secrétaire générale de la préfecture ;
- Monsieur le maire de Tournus;
- Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mâcon, le 28 JUIL. 2015

Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN